GOUVERNANCE : UN BUDGET SOUS HAUTE SURVEILLANCE ET DES LENDEMAINS DIFFICILES EN VUE



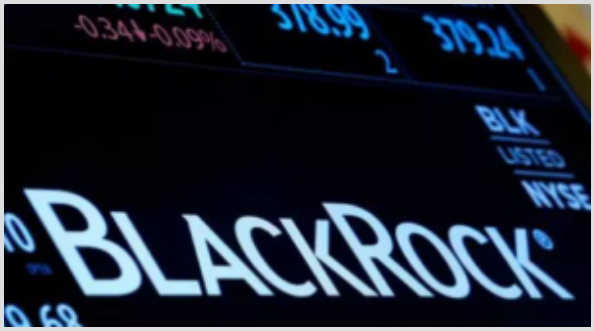
Dans le précédent billet j'avais appelé votre attention sur la vraie raison qui avait conduit le Président Macron à dissoudre brutalement l'Assemblée nationale dès le 8 juillet 2024. Éviter à tout prix que les longues discussions sur le Budget prévues en octobre (deux mois parfois plus) ne retardent son vote au-delà des délais impartis par la loi et surtout… par Bruxelles.

Annoncé de rigueur ce budget compte tenu de la conjoncture particulière dans laquelle se trouve le pays, sera encore plus restrictif que les précédents. Surprise ! 60 milliards seront à trouver en 2025 ! Le gouvernement Barnier l'a confirmé hier lors de l'ouverture de la cession parlementaire. Les milliards seront ponctionnés pour 1/3 grâce aux impôts et pour 2/3 par la baisse des dépenses. Rien de nouveau sous le soleil si ce n'est que les objectifs ambitieux sont de ramener le déficit à 5% en 2025 et à 3% en 2029… conformément aux souhaits de Bruxelles Ah ! si nous n'étions pas sous la gouvernance de L'Europe ! Reste à savoir maintenant qui va passer à la caisse et sous quelles formes les impôts seront prélevés. Quant aux restrictions de dépenses, vues les gabegies de l'État que nous rapportent en permanence les médias, je n'ai pas d'inquiétudes.



Si inquiétudes il y a, je pense qu'elles sont à rechercher du côté de

Bruxelles par l'entremise du plus grand fonds d'investissement au monde : **BLACKROCK (1)**. Son PDG **Larry Fink** était à Paris une semaine avant la



dissolution de l'Assemblée. Ce brave homme est celui qui a suggéré la capitalisation des retraites dont je rappelle brièvement le principe qui consiste à baser principalement le montant de la retraite sur un point d'indice dont la valeur peut fluctuer au gré des aléas économiques et d'autres paramètres à redouter. Cet homme exerce aussi auprès de la Commission de Bruxelles une forte activité de lobbying et conseille des politiques économiques. Parmi celles-ci, l'idée de libérer l'épargne des européens évaluée à **35.000 milliards d'euros**.

L'idée fait son chemin. Selon la revue **NEXUS**, l'ex gouverneur de la banque de France **Christian Noyer** a remis, le 25 avril dernier, un rapport inquiétant au Ministre de l'économie, Bruno Le Maire. Un espace



financier commun serait crée au sein de l'UE afin de financer des investissements. On parle alors de «**titrisation de l'épargne**». Explication : au lieu de dormir sur des comptes courants (livrets A, assurances vie, PEL…) l'argent serait placé sur des comptes titres bloqués pour l'épargnant (pendant une certaine période à déterminer) dont le capital servirait à financer de grands projets européens (IA, écologie…) contre, bien sûr en retour, la promesse d'un versement d'un taux d'intérêt à l'issue de ladite période. Comme dirait Coluche «*Voilà une idée qu'elle est bonne*». Dormez braves gens, on va s'occuper de vos économies. Pour information, l'épargne pour la France s'élève à… **6.000 milliards d'euros**, soit le double de notre dette. Les Français, prudents, mettent de côté.

Autre point, mais non des moindres, il est prévu depuis déjà quelque temps, par les lois françaises et européennes, qu'en cas de faillite



bancaire (on a jamais été aussi proche) **l'État peut ponctionner directement sur nos comptes l'argent dont il a besoin**. Un précédent a eu lieu en 2013 à Chypre où les épargnants se sont vus prélever à hauteur de 60% sur toutes les sommes au-dessus de 100.000 euros. En France c'est la loi Sapin (socialiste) qui prévoit que tout ce qui se trouve au-dessus de 70.000 euros peut être confisqué… pour la bonne cause bien évidemment. La charmante Sandrine Rousseau, dans une émission de Boursorama, le 2 avril dernier, se déclarait favorable à contraindre les épargnants pour rembourser la dette. Cette femme est vraiment un creuset à mauvaises idées !

Un dernier point pour terminer. La Gauche, elle aussi, en matière de mauvaises idées n'est pas à la traîne. Elle imagine depuis quelque temps, qu'en 2030, nous ne posséderions plus rien ! Et que nous vivrions d'un **revenu universel**; une idée chère au camarade Benoit Hamon qui



depuis a disparu des écrans radars mais dont le pavé dans la mare continue de faire des ronds dans l'eau. En effet, selon des sources confidentielles, le prochain outil social et universel qui structurera la société de demain sera ce fameux revenu ! C'est très sérieux car il est dans la réflexion aux plus hauts niveaux de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne (BCE). On sait déjà que ce revenu universel sera soutenu par la prochaine version numérique de l'euro et ne pourra être dépensé que selon certaines conditions, fixées par le Conseil européen. Ce mode de paiement conditionnel est déjà codifié dans le rapport de la BCE d'avril 2023 à la section 3.2. Un rapport du Sénat de **2016**, situe déjà entre 500 et 1.000 euros mensuels la fourchette de ce revenu. Le projet est donc très avancé.

Cher(e)s ami(e)s, l'Europe, «la mère de tous nos maux» – à la lumière des projets dans les tuyaux et ceux évoqués précédemment – nous prépare



à des moments difficiles. Dépouillés d'une partie de nos biens, notre argent ne vaudra bientôt plus tripette et l'aumône dont on va nous gratifier ne servira en grande partie qu'à payer nos factures et conditionner nos achats à l'exécution de tâches rendues obligatoires (passes de toute nature, paiements divers, etc)… comme en Chine actuellement. Pour nos ami(e)s qui ont foi en les **Lfistes**, sachez que leurs élus qui siègent au Parlement européen ont tous voté systématiquement pour le pass sanitaire et l'identité numérique. Agités à l'Assemblée, mais disciplinés à Bruxelles !

Des nuages noirs s'amoncellent à l'horizon. La période ne prête manifestement pas à épargner pour celles et ceux qui le peuvent encore. La prudence doit être de mise.

(1) **Blackrock** «*détient**10,5 trillions de dollars d'encours** dans la plupart des entreprises de la planète et gère **15.000 milliards de dollars***».

Sources : photo : https://www.ifrap.org/budget-et-fiscalite/oui-la-france-peut-adopter-un-budget-en-2025-avec-un-gouvernement-charge-des-affaires-courantes – Nexus N° 154 septembre-octobre 2024 – https://www.tf1info.fr/economie/deficits-publics-comment-le-gouvernement-va-t-il-faire-60-milliards-d-euros-d-economies-en-2025-2326385.html - https://qz.com/1957979/blackrock-is-forcing-wall-street-to-take-climate-risk-seriously – https://www.youtube.com/watch?v=zSctTLXA8bk – https://www.youtube.com/watch?v=8bKkRpnvvs8 – http://dessinsmisslilou.over-blog.com/2016/11/le-revenu-universel.html – https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/identite-numerique-europeenne-ou-gouvernance-mondiale-globale – https://www.ecb.europa.eu/press/annual-reports-financial-statements/annual/html/ecb.ar2023~d033c21ac2.fr.html#toc25 – https://www.triplepundit.com/story/2020/blackrock-larry-fink-covid-leadership/708546.